



Interdit jusqu'au lundi 17 Mars 2014, 12:00 CET (midi)

Les ONGs de la région MENA appellent les dirigeants européens à adopter un paquet climat et énergie sérieux pour l'après-2020

Communiqué de presse à l'occasion de la lettre ouverte adressée aux 28 chefs de gouvernement de l'UE

Le 17 Mars 2014. Une semaine avant le Conseil européen des 20 et 21 Mars, 22 organisations de la société civile de 9 pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) exhortent les chefs de gouvernement de l'UE de reprendre l'ancien rôle de leadership climatique de l'UE en soutenant 2030 objectifs climatiques et énergétiques progressistes.

Dans le passé, la politique énergétique et climatique de l'UE a encouragé les dirigeants politiques de la région MENA à donner la priorité au développement des énergies renouvelables. En outre, elle a renforcé l'engagement de plusieurs pays du Sud de la Méditerranée à poursuivre les perspectives d'exportation et d'échange de l'électricité verte avec les États membres de l'UE. Cependant, le paquet climat et énergie de l'UE récemment proposé rompt fortement avec son précurseur de 2020 et manque d'initiative pour mener le changement transformationnel dans l'UE, la région MENA, ou partout ailleurs dans le monde. Pour les voisins de l'Europe dans la région MENA c'est donc là un facteur de grande inquiétude.

Faouzi Mamouri, le directeur de WWF Afrique du Nord, commente: «Il semble que l'UE prend de recul sur l'action climatique. C'est un signal extrêmement décourageant pour l'ensemble de la région. La société civile en Afrique du Nord recommande fortement les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique ».

Safa al Jayoussi, relevant de Greenpeace Méditerranée dit: «Si l'UE ne trouve un moyen de faire avancer un engagement fort dans sa politique climatique et énergétique, elle perdra sa voix influente sur le développement à faible émission de carbone. La proposition faible actuelle de la Commission Européenne n'encouragera pas les dirigeants politiques de notre région à se mettre d'accord sur un régime climatique ambitieux post-2020 ».

El Mostafa Jamea de l'ONG AERDDS du Maroc, le pays le plus intéressé par l'exportation d'une partie de sa production d'électricité verte à l'UE, ajoute: «Sans un objectif sérieux et contraignant de l'énergie renouvelable de l'UE nettement au-dessus du scénario de statu quo, il y aura peu de motivation dans la région MENA à s'accrocher à l'idée d'échange d'électricité avec nos voisins européens. Les promesses de l'UE de promouvoir la coopération sur les énergies renouvelables dans le Plan Solaire Méditerranéen échoueraient».

Avec le sommet climatique de l'ONU à Paris d'ici moins de deux ans, les 22 ONGs de la région MENA appellent donc les dirigeants de l'UE à utiliser le Conseil Européen sur le climat et l'énergie les 20 et 21 Mars 2014 pour ouvrir la voie à un accord ambitieux sur le climat qui reflèterait le consensus scientifique et relèverait les défis d'équité en matière climatique.

"L'UE peut prouver à la communauté internationale sa crédibilité et sa volonté de jouer un rôle de premier plan lors des négociations climatiques de l'ONU seulement en soutenant trois objectifs contraignants à l'horizon 2030 de réduction des émissions, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique», explique Patricia Sfeir de l'ONG libanaise IndyAct.

Contact: Patricia R. Sfeir, directrice exécutive, IndyACT, +961 1 447192, psfeir@indyact.org
Lettre ouverte à l'adresse: <http://indyact.org>